

- Membres théoriques : 5
- Membres en exercice : 5
- Membres présents : 4
- Votants : 4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**FOURNITURE ET MISE EN ŒUVRE D'UN SYSTEME D'INFORMATION DE
GESTION FINANCIERE ET DE GESTION DU PATRIMOINE POUR LE SDIS 76**

Le 10 juin 2015, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 27 mai 2015, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président

ETAIT ABSENT

- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Lors de la définition de ses besoins concernant le changement du logiciel de gestion financière rendu nécessaire pour motif d'incompatibilité avec le nouveau schéma de transmission d'informations à destination du comptable public (PES v2), le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) a mis en évidence que ce nouveau logiciel devait être lié à la gestion du patrimoine (gestion et suivi du budget, gestion des marchés, des bons de commande, de la livraison des marchandises et du service fait....).

Par délibération en date du 26 septembre 2014, le Conseil d'administration du Sdis 76 a approuvé la révision de l'autorisation de programme relative à la modernisation des outils informatiques de gestion.

Dans cette perspective de renouvellement global des progiciels actuels, une procédure de dialogue compétitif a été initiée.

Le dialogue compétitif est une procédure permettant de mener un dialogue avec les entreprises sélectionnées en vue de déterminer les moyens techniques permettant de répondre au mieux aux besoins. Ce dialogue peut conduire à accepter l'offre d'un des candidats. Le recours à cette procédure vise à optimiser la commande publique dans les cas de projets complexes.

Cette procédure se décompose en plusieurs phases :

- Une phase candidature au cours de laquelle un certain nombre d'entreprises sont retenues pour participer au dialogue
- Une phase de dialogue menée sur la base d'un programme fonctionnel
- La remise d'une offre finale à l'achèvement du dialogue

L'avis d'appel public à la concurrence a été publié le 25 juillet 2014 au bulletin officiel des annonces des marchés publics.

3 candidatures ont été reçues et admises à participer à la phase de dialogue :

- Berger Levrault
- CGI France
- GFI Progiciel

La phase de dialogue a donné lieu à trois auditions avec chacun des candidats qui se sont déroulées du mois d'octobre 2014 au mois de février 2015.

A l'issue de la phase d'auditions, et conformément au règlement de la consultation, seuls deux des candidats ont été autorisés à remettre une offre finale, les sociétés Berger Levrault et CGI France.

Les offres de ces deux entreprises ont été analysées sur la base des critères suivants :

<i>Libellé</i>	<i>Points</i>
Adéquation fonctionnelle de la solution gestion financière aux objectifs définis au cahier des charges	30
Adéquation fonctionnelle de la solution gestion patrimoniale aux objectifs définis au cahier des charges	25
Adéquation technique de la solution aux objectifs définis au cahier des charges	10
Méthodologie de gestion de projet	15
Prix	20

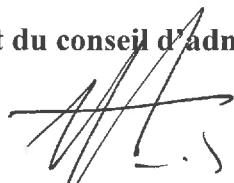
*
* *

La commission d'appel d'offres, après avoir pris connaissance du rapport d'analyse des offres, s'est prononcée le 10 juin 2015 et a attribué le marché, d'une durée de quatre ans, à la société BERGER LEVRAULT pour un montant minimum de 250 000,00 € H.T, et un montant maximum de 1 000 000 € H.T

*
**

Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier et autorisent le président à signer le marché, ainsi que tout avenant sans incidence financière ou en moins-value ou générant une plus-value inférieure à 5% du montant du marché initial avec la société retenue par la commission d'appels d'offres.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER

